

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE POUR 2011

L'APN entame un débat inédit

Événement inédit pour l'institution parlementaire nationale. L'Assemblée populaire nationale débattrà, dès aujourd'hui, pour la première fois, du projet de loi de finances complémentaire pour 2011.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - C'est la première fois, et même si le fait n'est pas passé inaperçu, que la Chambre basse débattrà d'une loi rectificative. Jusque-là, durant la décade écoulée, l'APN s'est bornée à examiner et à adopter, sans coup férir, des textes de loi de finances fixant le cadrage budgétaire et réglementaire pour l'année suivante. Quant aux lois de finances complémentaires, le recours aux ordonnances présidentielles a toujours prévalu, excluant les représentants du peuple de toute latitude d'amendement.

Réunis ce matin 5 juin, en séance plénière, les députés prendront connaissance du projet de la loi de finances complémentaire pour 2011.

Les représentants du peuple entameront ensuite et durant

trois jours consécutifs les débats sur ce texte, des débats dont la teneur ne risque pas de différer de celle des précédents.

Selon le calendrier fixé, la discussion se poursuivra en séance plénières demain lundi 6 juin pendant toute la journée et mardi 7 juin en matinée. Quant à la réponse du ministre des Finances aux interventions des députés, elle est annoncée pour l'après-midi du même mardi.

Des débats qui seront centrés sur une loi de finances complémentaire, marquée certes par des mesures favorables à l'amélioration du pouvoir d'achat et à la création d'emploi mais aussi cependant par un déséquilibre budgétaire.

Ainsi, le texte prévoit une forte aggravation du déficit budgétaire à 33,9% du produit intérieur brut, dans la mesure où les



dépenses de fonctionnement s'accroissent de près de 25%, en vue de couvrir les revalorisa-

tions salariales et l'extension du soutien aux produits alimentaires subventionnés.

Et d'autant que la demande intérieure restera encore importante sans que les recettes fiscales n'arrivent à satisfaire à cet engagement.

Sur le plan économique, le projet de loi prévoit plusieurs mesures censées permettre la relance de la PME et préserver le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, l'on propose la prorogation des mesures d'exonérations financières pour le sucre (roux et blanc) et l'huile alimentaire brute, ainsi que la création d'un compte spécial pour financer l'acqui-

sition ou la construction de logements pour les fonctionnaires.

De même que l'on propose une forte réduction des charges patronales relatives aux cotisations à la Sécurité sociale, une imposition progressive aux micro-entreprises et aux activités créées pour résorber l'informel ainsi que des avantages fiscaux et domaniaux pour le développement touristique.

En notant que la mouture soumise à débat innove, concernant l'actualisation du prix du marché du pétrole brut, même si elle maintient le prix de référence fiscal du baril, à 37 dollars.

C. B.

Éléments prévisionnels de cadrage budgétaire

Taux de croissance : 6%.
Taux d'inflation : 4%.
Produit intérieur brut (PIB) : 13 900 milliards de dinars (valeur courante). En volume, le PIB baisserait à 3,9%.
Prix de référence fiscal : 37 dollars
Prix du marché du baril de pétrole : 90 dollars
Taux de change : 74 dinars pour 1 dollar.
Exportations d'hydrocarbures : 67,5 milliards de dollars.
Importations de marchandises : 41,3 milliards de dollars.
Déficit budgétaire : 4693 milliards de dinars.

Dépenses de fonctionnement : 4 291 milliards de dinars dont 856,8 milliards de dinars additionnels, en hausse de 24,9%.

Dépenses d'équipement : 3 981 milliards de dinars dont 797,26 milliards de dinars additionnels, en hausse de 25%.

Recettes budgétaires : 3 198 milliards de dinars (en hausse de 6,8%), dont 1 669 milliards de dinars de fiscalité ordinaire, en hausse de 11%, et 1 529 milliards de fiscalité pétrolière, en hausse de 3,8%.

Disponibilités du Fonds de régulation des recettes (FRR) : 4842,8 milliards à fin 2010.

ILS ONT TENU HIER UN SIT-IN DEVANT LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

Les contractuels et les chômeurs réclament des emplois permanents

Des membres du Comité national pour l'intégration des contractuels et les emplois précaires (Cnicip) affilié au Snapap ont tenu dans la matinée d'hier un sit-in devant le ministère du Travail. Exigeant des emplois décents, des représentants des manifestants ont été reçus au niveau du même département.

F.Zohra B. Alger (Le Soir) - Selon M^{me} Malika Falid, les représentants du ministère du Travail les ayant reçus ont déclaré que les protestataires doivent s'adresser aux départements concernés par leurs emplois. «Ils nous ont expliqué que leur département n'était pas concerné par nos revendications.

Et encore une fois, ils se jouent de nous, nous sommes ballottés d'un secteur à un autre sans que nos revendications soient prises en charge», a déclaré notre interlocutrice. M^{me} Falid mettra l'ac-

cent sur le fait que les contractuels «sont exploités durant deux années pour ensuite retourner à leur situation de chômeurs». Selon la représentante du Comité national pour l'intégration des contractuels et les emplois précaires, leurs interlocuteurs au ministère du Travail leur ont aussi suggéré de passer par les concours organisés par les différents secteurs en vue d'obtenir un emploi. «Proposition que nous rejetons du fait que ces concours, on le sait tous, sont dominés par le favoritisme, nous n'avons aucu-



ne chance d'obtenir un emploi de cette façon», a expliqué la syndicaliste. Les membres du Cnicip annonceront également que leur conseil national

se tiendra le 17 juin prochain et permettra une meilleure organisation au niveau des wilayas. «Nous déciderons lors de ce rendez-vous des mouve-

ments de protestation que nous organiserons par la suite», ont déclaré hier les contractuels et chômeurs protestataires. Ces derniers ont rappelé qu'ils

sont privés de tous leurs droits.

Ceci dans le cadre de l'emploi contractuel, du préemploi, du filet social et du travail à temps partiel. Ils réclament ainsi le droit à la retraite, aux congés maladie et à la maternité, aux primes et indemnités «du fait que leur travail est équivalent à celui d'un titulaire».

Ils dénoncent aussi la dévalorisation des salaires perçus et qui, expliquent-ils, ne figurent même pas dans la grille des salaires et varient entre 3 000 et 15 000 dinars. Ils réclament de ce fait leur réintégration à leurs postes, «la transformation de tous les emplois précaires en emplois permanents» ainsi que «l'annulation de tous les dispositifs de précarisation de l'emploi».

F.-Z. B.